



TERMES DE REFERENCE

Poste : RESPONSABLE TECHNIQUE EN APPUI INSTITUTIONNEL, PLAIDOYER ET GOUVERNANCE (RT AIPG)

Superviseur : Chef de Projet

Supervise : Techniciens Animateurs

Poste basé à : Farafangana

1. Objectif du poste :

Sous la supervision du Chef de Projet, le RTAIGP est responsable de la bonne gestion des relations contractuelles entre les acteurs publics (autorités locales, services techniques...), les acteurs privés et les représentants des bénéficiaires. Il/elle est responsable de la mobilisation et l'implication des communes pour assurer le lead du développement local, dans la mise en œuvre des activités d'aménagement et des activités de mobilisation des acteurs socio-économique dans le cadre du Projet. Il/elle assure la mobilisation des communes dans la promotion de la bonne gouvernance.

2. Responsabilités et attributions :

- Assurer la conception de la stratégie de mise en œuvre relative à son volet ainsi que la formation des membres de son équipe conformément au cadre logique du projet ;
- Garantir la planification mensuelle des activités et assurer la supervision de l'ensemble des activités de sa région ;
- Accompagner les autorités locales dans la mise en œuvre de leur vision de développement, entre autres à travers le Schéma d'aménagement communal ou autres outils de planification ;
- Accompagner les autorités locales dans la création d'un environnement économique favorable pour développer les filières, dont l'appui à l'élaboration participative des plans de développement des filières,
- Accompagner les autorités locales dans la création d'un environnement économique favorable à partir de la mise en place des infrastructures : mise en place de structures pérennes de gestion des infrastructures, appui à la bonne gestion des infrastructures (pistes, magasins de stockage, ...), mise en place, gestion et valorisation des infrastructures relatives à l'électrification rurale dans le cadre d'un partenariat public-privé
- Appuyer la commune dans le développement d'un système d'information et de communication au service de la communauté : identification des informations à diffuser et choix des moyens de communication ;
- Appuyer la commune dans la mise en œuvre du processus de bonne gouvernance, renforçant entre autres la participation citoyenne dans la gestion des actions de développement au niveau de son territoire : appui dans la mise en place ou la redynamisation des structures locales adéquates (SLC) et formation des agents communaux, promotion du budget participatif, fiscalité locale ;
- Soutenir les initiatives d'activités de développement au niveau des communes : accompagner la commune dans l'identification des besoins et dans le montage des modalités de

collaboration avec les services techniques, les acteurs privés (entreprises sociales...) et les représentants des bénéficiaires notamment les coopératives ;

- Renforcer les communes pour assurer le lead de développement local, dans la mise en œuvre des activités d'aménagement et des activités de mobilisation des acteurs socio-économiques ;
- Entretenir une bonne relation de collaboration avec les autorités locales, les services techniques déconcentrés de la région, le secteur privé et les producteurs (coopératives) ;
- Identifier les points de blocage freinant la bonne collaboration entre les parties prenantes et contribuer à la recherche des solutions adéquates ;
- Accompagner les différents acteurs dans les démarches du développement et d'appropriation des partenariat public- privé ;
- Proposer et mettre en place des dispositifs d'arbitrage et de résolution de conflits ;
- Contribuer à la capitalisation des bonnes pratiques de l'action ;
- Contribuer à la supervision des Agents sur terrain pour qu'ils s'impliquent activement dans la mise en œuvre des activités opérationnelles du projet et remettent régulièrement, à temps et de manière complète leurs planifications et leurs rapports d'activités ;

3. Profil / Qualifications requis

- Titulaire d'au moins un Bac+3 en Sociologie, Droit, Géographie, Agronomie ou dans un domaine similaire.
- Minimum trois années d'expérience en développement rural, notamment dans le domaine de la socio-organisation, de l'appui institutionnel et de la gouvernance ;
- Expériences ou connaissance de la démarche de gestion des conflits et/ou plaidoyer ;
- Maîtrise du malgache et du Français ;
- Maîtrise des outils informatiques ;
- Aptitude à de fréquents déplacements sur le terrain ;
- Capacité de travailler en équipe pluridisciplinaire ;
- Permis de conduire moto ;
- Méthodique, rigoureux et ayant le sens des respects des délais ;
- Bonne aisance relationnelle ;
- Leadership et capacité de management ;
- Sens d'organisation et de responsabilité.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut faire l'objet de compléments, modifications ou précisions verbales et écrites par l'Administration ou la Direction